

AUGUSTIN HAMON,
LES MAÎTRES DE LA FRANCE,
T. 3, ÉDITIONS SOCIALES INTERNATIONALES, 1938,
LES INTÉRÊTS COLONIAUX EN INDOCHINIE

Société financière française et coloniale.

[184] Cette entreprise bancaire, 51, rue d'Anjou, Paris, était au capital de 96 millions. Il fut ramené à 16 millions, car, en 1933, les pertes s'élevaient à 86 millions. En 1934, le capital fut relevé à 25 millions. La Société financière française et coloniale fut créée en 1920 et en 1924, son capital était seulement de 20 millions. Elle était, à cette époque sous le contrôle de la banque Lazard et de M. Octave Homberg (voir tomes I et II).

L'administrateur délégué est M. Edmond Giscard d'Estaing, déjà nommé (tomes I, II et chapitre précédent). Les autres administrateurs sont : M. Camille Barrère, qui est président [démissionnaire début 1936] et a été vu précédemment ; M. Charles Aubert, vu tomes I et II ; puis des nouveaux venus dans notre étude des financiers : le vice-président, M. René Bouvier¹, spécialisé, semble-t-il, dans les affaires coloniales et rattaché, selon toute apparence, à l'un des groupes, probablement le protestant, qui domine la Banque de l'Indochine [!]; M. Paul Bernard, ingénieur de l'École polytechnique, promotion de 1911, appartenant à la même catégorie ; il est le proche parent [???] du lieutenant-colonel Fernand Bernard [185] (promotion de 1886 de l'École polytechnique), administrateur de la Banque de l'Indochine [où il repr. les Messageries fluviales de Cochinchine] ; M. Edmond du Vivier de Streel².

La Société financière des caoutchoucs.

[187] Elle est le noyau financier d'un autre groupe très important au point de vue colonial : le groupe de Rivaud et C^{ie}. Le capital de la société est de 300 millions de francs belges.

La famille de Rivaud est largement représentée dans le conseil puisque outre Olivier de Rivaud, [188] qui en est le président, il y a Max et René de Rivaud³ et le comte Jean

¹ Il ne figure pas dans le *Tout Paris* mais dans le Bottin mondain on trouve son nom. Il est marié à une demoiselle Juliette Michel, fille d'André Michel et de sa femme née de Varigny. Par sa femme, il est allié aux familles Monod et Leenhardt.

² Par sa [seconde] femme née Mante, il est apparenté aux familles Rostand et Proust.

³ Les Rivaud ont [depuis 1907] une banque, 13, rue N.-D.-des-Victoires, la banque Rivaud frères. Dans les annuaires mondains, le nom est de Rivaud de la Raffinière. Le comte Olivier, dont la femme est née de Borrelli, a son hôtel 51, avenue Foch et un château en Seine-et-Oise, à La Celle-Saint-Cloud. Il semble être le père [il est en fait le frère] de René et de Max qui sont vicomtes [mais il y a bien un autre René de Rivaud, fils d'Olivier, selon Coston, *Dict. des dynasties bourgeoises*].

Le vicomte René de Rivaud a épousé une demoiselle Dagues de la Hellerie. Le vicomte Max de Rivaud est encore célibataire. Le comte Olivier de Rivaud a une fille [Paule] qui a épousé le comte Jean de Beaumont (voir note ci-après).

La famille de Rivaud comprend encore un vicomte, Roger, marié à Madeleine Dupuy d'Angeac (château à Béruges, Vienne) et un vicomte, Hervé, dont la femme est née Thérèse de Bechevel [château de Moncorbin à Béruges (Vienne)]. Les de Rivaud avaient, il y a quelques années, trois écuries de courses.

de Beaumont⁴, mari d'une fille [Paule] du comte Olivier de Rivaud.

Des autres administrateurs, citons M. Raymond de Montgolfier⁵, M. Maurice Schoofs (de Tirlemont, Belgique)[Raffineries de sucres ???], M. Victor Place (de Bruxelles)[> AEC 1922/105 b : C^e générale française pour le commerce et l'industrie. Un fils : v. WWE 1967], M. Robert Hallet⁶, M. Philippe Langlois[-Berthelot, fils de Camille Berthelot et petit-fils du chimiste et ministre antidreyfusard Marcelin Berthelot], demeurant [189] à Saïgon, siégeant en cinq conseils de sociétés coloniales du groupe Rivaud.

Le capitalisme belge a une importante participation dans les affaires coloniales du groupe Rivaud, ainsi que le montre les noms des administrateurs.

La Société financière des caoutchoucs contrôle naturellement un certain nombre d'entreprises coloniales, particulièrement de cultures en Indochine et en Afrique. Bien entendu, dans ces entreprises, figurent, comme administrateurs, les personnages ci-dessus nommés.

LES: ENTREPRISES EN ASIE ET EN AFRIQUE

La Compagnie asiatique et africaine.*

[190] Cette compagnie, dont le siège est 14, rue de Courcelles, est au capital de 57 millions. Elle a été créée en 1911 et a absorbé, en 1932, la Société de l'Est asiatique français, dont elle occupe le siège social. La partie Extrême-Orient avait des établissements en Sibérie orientale. Cette partie enregistre des pertes tandis que la partie africaine laisse quelques profits.

Dans le conseil d'administration, nous rencontrons divers membres de la famille Estier : Jean Delpech, le président, fils d'une Estier ; François Estier, oncle du précédent, vice-président délégué ; Georges Hecquet, marié à une Estier, sœur de François. Nous avons vu ces personnages dans le chapitre des sociétés maritimes, ainsi que les administrateurs Ernest Carnot, Pierre de Saboulin-Bollena [Messageries maritimes]. Mais voici de nouveaux venus : M. Jean Delmas, directeur général des compagnies d'assurances la Préservatrice et le Lloyd de France-Vie probablement de la parenté des Delmas-Vieljeux, importateurs de bois, du port de La Rochelle ; M. Marcel Fraenkel, directeur général de la Banque française pour le commerce extérieur, qui appartient à une famille parente des Schwob d'Héricourt (voir tome II) ; M. Paul Valayer, qui habite Lyon et qu'on trouve à la Société des coffre-forts Fichet et à la Société industrielle des transports automobiles (S.I.T.A.), filiale de la Société des transports [191] en commun de la région parisienne, et parent de M. Georges Guignard⁷ (voir ci-après) ; il ne figure pas

⁴ Le comte Jean de Beaumont a son hôtel, 6, villa Molitor. Membre du Jockey-Club, il est député de la Cochinchine (élections de 1936) et sa candidature fut soutenue par le groupe financier de Rivaud, tandis que son concurrent Omer Sarraut, fils d'Albert Sarraut (voir tome II), était soutenu par le groupe financier de la Banque de l'Indochine.

Les de Beaumont sont très nombreux dans les annuaires mondains. Tous sont membres de cercles aristocratiques et sont propriétaires de châteaux. Ils sont par suite membres de la féodalité agraire. Leurs alliances familiales sont avec des familles de noblesse terrienne (de Goulaine, [La Roche-Aymon,] de Villèle de Tréveneuc, de Trédern) de noblesse terrienne et financière (de Broglie, de Laboulaye, de Chambure (alliance Rothschild et Lazard), de La Panouze (alliance Wendel), de Chandon-Moët).

⁵ Il appartient à la famille de Montgolfier dont il fut parlé tomes I et II. Il est probablement le fils de Vincent de Montgolfier, château à Charavines (Isère), car il est administrateur directeur des papeteries Vincent Montgolfier qui ont leurs usines à Charavines.

[Raymond → Vincent (dir. Papeteries Charavines et adm. Lumière) + Jean (adm. Financière des caoutchoucs et Plantations des terres rouges) ép. Yvonne de Quengo].

⁶ Ce capitaliste belge [fils d'Adrien] habite, 638, avenue Louise, Bruxelles. Il siège en sept conseils d'administration d'entreprises coloniales (groupe de Rivaud). Un membre de la famille Hallet, Max, socialiste, fut échevin des finances de Bruxelles.

⁷ Georges Guignard avait épousé Louise Valayer, sœur cadette de Paul.

dans les annuaires mondains et doit représenter un groupe financier⁸ ; M. Pierre Guesde, ancien fonctionnaire colonial, grand officier de la Légion d'honneur⁹.

La Compagnie asiatique et africaine est, ainsi qu'on le voit, une participation de divers groupes financiers : la famille Estier-Delpech, les Messageries maritimes, la Banque de l'Indochine.

L'Union commerciale indochinoise et africaine.

Son siège est 25, rue de la Ville-l'Évêque ; elle date de 1904 et est au capital de 42 millions. Dans son conseil nous retrouvons M. Jean Delpech et M. Georges Hecquet, qui ont été vus à la société précédente. Puis il y a M. Émile Level [anc. dg BNC], fidéi-commis des Rothschild (voir tome I et dans les chapitres précédents) ; M. Jean Thierry (tomes I et II), qui est président du conseil ; M. Maurice Lacaze, frère du vice-amiral Lucien Lacaze (voir tomes I et II), fidéi-commis des Schneider ; MM. Joseph et Georges Vigne, nommés à la Société maritime nationale, l'un d'eux est administrateur-délégué, l'autre directeur général ; le vice-amiral Charles Dumesnil, dont la femme est née Vera de Fermor ; M. Jules Borel de Bitche, habitant [192] Bruxelles, que nous reverrons dans notre tome IV (entreprises métallurgiques¹⁰), où les Viellard (tomes I et II) sont participants ; M. Honoré Farré, ancien président de chambre au Tribunal de commerce de la Seine, importateur-exportateur ; M. Jacques Foussier [petit-fils d'Achille Foussier (1835-1897), marchand de vins en gros, membre du G.O., cm et cg rad. de Paris. Fils d'Auguste : Magmod... Marié à Odile Veil-Picard, héritière des Éts Pernod], administrateur des établissements Pernod (absinthe Veil-Picard) et de la société des Nouvelles Galeries et Magasins modernes ; il ne figure pas dans les annuaires mondains ; M. Paul Lecat [ép. Suzanne Vigne], déjà vu dans le tome II, ingénieur des ponts et chaussées, haut employé de la Compagnie générale d'électricité ; M. René Legrand, qui est directeur général de la Compagnie générale des colonies ; nous le reverrons à Radio-Orient.

Il appert de cette liste d'administrateurs que cette société est une participation de plusieurs groupes financiers .

Les entreprises mixtes dans la métropole et aux colonies.

Trois sociétés mixtes, c'est-à-dire ayant des intérêts et dans la métropole et dans les colonies, compléteront notre étude des entreprises d'ordre général ou intercontinentales.

La Société française d'entreprises de dragages et de travaux publics.

Cette ancienne Société française industrielle d'Extrême-Orient a un capital de 20 millions ; elle fut créée en 1902. Son service financier est assuré par la Société Financière

⁸ Paul Valayer (1874-1955) : administrateur de la Banque nationale de crédit (1915-1931) et de la Société foncière marocaine, absorbée en 1923 par la Banque française du Maroc, elle-même absorbée en 1932 par la Cie asiatique et africaine.

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Qui_etes-vous-1924-IC.pdf

⁹ Ce prototype des fonctionnaires coloniaux qui trouvent, après avoir servi, une riche retraite dans les conseils d'administration, est un ancien résident supérieur en Indochine. Il est marié à Marguerite Linder, la fille d'Oscar Linder, ancien inspecteur général des mines [non : Marguerite Linder était la fille de Maurice Linder, économiste autrichien]. Pierre Guesde siège en onze [plus !] conseils d'administration de sociétés coloniales, contrôlées par la Banque de l'Indochine [non !] dont il est administrateur [depuis 1931 seulement.]

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Pierre_Guesde_1870-1955.pdf

¹⁰ Jules Borel de Bitche, 21, rue de la Science, à Bruxelles : administrateur des Usines Ch. Vermot à Châtenois (Territoire de Belfort)(*L'Écho des mines et de la métallurgie*, 20 septembre 1927).

Française et Coloniale dont elle est une filiale [±]. Elle paraît avoir des participations dans des entreprises nombreuses, probablement en Indochine et en Afrique occidentale. En effet, son portefeuille de titres atteignait, au [193] 31 mai 1935, la somme de 15 millions et les comptes débiteurs s'élevaient à 24 millions. Les actions de 250 francs ont valu plus de 1.000 francs en 1931.

Le président du conseil est M. Paul Baudouin, déjà vu tome II et à Air-France, directeur général de la Banque de l'Indochine, qu'il représente en cette société, ainsi que dans plusieurs autres, car nous le retrouverons. Parmi les autres administrateurs, nous retrouvons des personnages cités antérieurement, tant dans nos tomes précédents que dans les pages précédentes. Ce sont : M. Hypolyte Worms, de la maison de banque Worms et C^{ie}. M. Guillaume de Tarde, fidéi-commis de la banque Lazard frères ; M. Henri Ader, inspecteur général des ponts et chaussées¹¹. Les autres administrateurs qui paraissent pour la première fois sous notre plume sont : M. Jean Rigal et M. Jean Sillard, dont les noms n'apparaissent ni dans les annuaires mondains ni dans d'autres conseils d'administration¹² ; M. Georges Guignard, ingénieur en chef des ponts et chaussées (promotion de 1896 de l'École polytechnique¹³). Parmi les commissaires [194] aux comptes, figure M. Gaston Paitel, vu dans ce tome même, car il est président de la Compagnie sud-atlantique. Ajoutons que le directeur général de cette entreprise est M. Gaston Leroy*, dont la fille Germaine, en épousant Albert Jouve, fils d'un consul, est devenue la belle-sœur du R.P. Jouve, de la Société de Jésus.

Compagnie franco-indochinoise.

Cette société, au capital de 20 millions, fut créée en 1912. Elle a pour origine certaines entreprises bordelaises et nantaises (société Denis frères, exportation à Bordeaux ; société de Clerville et Cie, à Nantes, et sans doute la maison de Lestapis). Son conseil d'administration est présidé par M. Étienne Denis, administrateur des Établissements Maurel et Prom, et de la Société bordelaise de crédit industriel et commercial et de dépôts (voir tome I). Le vice-président est M. Louis de Clerville¹⁴. Les autres administrateurs sont : Paul Caron¹⁵, François Jahan de Laudinière [*sic* : Charles

¹¹ Nous complétons ce que nous avons dit de ce personnage tomes I et II. Il a épousé Jeanne Marty. Il semble être un représentant des Rothschild [???]. En effet, avec d'autres agents de cette famille d'oligarques, il siège dans certaines sociétés immobilières où la ville de Paris a des intérêts sociétés dont M. Maurice de Rothschild s'était porté caution moyennant l'octroi d'une commission importante. Cette caution fut l'objet d'une question posée par la Cour des comptes.

¹² Cependant, il y a dans l'annuaire des châteaux un Jean Rigal ayant à Paulhac (Cantal) le château de Belinay.

En 1934, M. Jean Sillard siégeait dans deux autres conseils : Tramways de Nantes, Pelleteries Reynier [Risques de confusion entre Jean Sillard senior (ing. ECP), et Jean Sillard junior (X-1928)].

[Jean Sillard : ingénieur ECP. Associé du groupement Arcada, devenu en 1911 Société internationale de travaux publics, puis en 1919 Société nationale de travaux publics (SNTP) sous contrôle belge. Administrateur des Grands Travaux algériens. Participation SNTP dans DTP aux alentours de 1929. Remplacé en juin 1942 par la SNTP au conseil de DTP par suite de décès. Chevalier de la Légion d'honneur en 1912 pour l'entreprise du port de Montevideo.]

¹³ Cet ingénieur est marié à une demoiselle Valayer de la parenté de Paul Valayer, cité à la Compagnie asiatique et africaine. Par ailleurs, il est administrateur-délégué de la Société nouvelle de raffinerie Lebaudy-Sommier. Il semble probable [?] que M. Georges Guignard soit parent de M. Édouard Guignard [† juin 1936], administrateur des établissements Ch. Peyrissac et C^{ie}, importateur et exportateur à Bordeaux [de la Savana (filature et tissage à Pondichéry) et des Tanneries bordelaises et de la Gironde réunies]. Dans le conseil de ces établissements, le vice-président est le baron Jean Davillier (voir tomes I et II). Il y a plusieurs Guignard propriétaires de châteaux dans le Cher, la Haute-

¹⁴ M. Louis Jollan de Clerville est le fils de M. Adolphe Jollan de Clerville et de sa femme, née Levesque, de la famille Levesque, de Nantes, dont il fut parlé tomes I et II. Il habite Nantes et a un château à Blain (Loire-Inférieure) et un chalet à Paimpont (Ille-et-Vilaine). Voir aussi la note relative à Donatien et Pierre Levesque.

¹⁵ Paul Caron est administrateur-délégué. Il n'est pas dans les annuaires mondains. C'est un employé qui a peut-être un lien familial avec Maurice Caron, directeur de la [Compagnie royale asturienne des mines](#) (voir tome IV)

*Jahan de Laudonnière*¹⁶, Donatien [195] et Pierre Levesque¹⁷, François de Ferry¹⁸, représentant la société Denis frères, et Raoul de Lestapis, antérieurement cité. La plupart de ces personnes sont ou bordelaises ou nantaises. Quatre personnages, donnant leur adresse au siège de la société, ne figurent pas dans les annuaires mondains et il nous fut impossible de déterminer si ce sont des capitalistes ou des employés, et quels intérêts ils représentent. Enfin, le conseil se clôt avec M. Jean Le Bret, dont il fut parlé tome II. Dans des entreprises coloniales et minières, nous retrouverons ce personnage qui, par ses alliances familiales, doit jouer un rôle plutôt important.

La Compagnie franco-indochinoise paraît ainsi être une affaire entre les mains de quelques familles, surtout du monde catholique.

La Banque de l'Indochine*

[276] Après l'Afrique du Nord, l'Indochine est la partie la plus importante du domaine colonial de la France. Le centre nerveux de l'organisme capitaliste en cette région est la Banque de l'Indochine. Son aire d'action dépasse la péninsule indochinoise puisque nous avons constaté sa participation dans des entreprises à Djibouti, dans l'Afrique occidentale française, etc.

La Banque de l'Indochine est une banque d'émission de billets de banque, comme la Banque de France et la Banque de l'Algérie. Elle est d'ailleurs comparable à celle-ci, par ses participations directes dans de nombreuses affaires. Les billets de banque qu'elle émet ont cours légal en Indochine, dans les Établissements français de l'Océanie, en Nouvelle-Calédonie, dans les Établissements français de l'Inde et dans la Côte française des Somalis, c'est-à-dire, en somme, sur toute son aire d'action

Datant de 1875, elle a un capital-actions de 120 millions qui, en Bourse, ont une valeur actuelle d'environ 480 millions. Le montant de ses billets en circulation et de ses comptes courants créditeurs dépasse deux milliards.

Son conseil d'administration est partiellement intéressant à étudier en raison des postes d'administrateurs que ses membres occupent dans d'autres entreprises tant coloniales que métropolitaines. Sur vingt administrateurs, dix-neuf ont déjà été cités dans notre ouvrage, soit dans les [277] deux tomes précédant celui-ci, soit dans chapitres relatifs aux transports et aux colonies. Ce sont : le président honoraire, René Thion de la Chaume ; le président effectif, Marcel Borduge ; le vice-président, Paul Boyer ; Fernand Bernard [Messageries fluviales de Cochinchine] ; le baron Georges Brincard [Crédit lyonnais] ; le comte Alexandre Celier [CNEP] ; Joseph Deschamp [CIC], Pierre Guesde [nommé par l'État en 1931] ; André Homberg [Société générale] ; Pierre

¹⁶ Les parents de Charles [sic : précédemment dénommé François !] Jahan de Laudonnière [sic : Laudonnière] étaient M. et Mme Rémi Jahan, celle-ci née Marcille, probablement de la famille d'un chirurgien des hôpitaux [confusion avec Henri Jahan de Laudonnière (avec deux n), fils d'une Marcille, marié à Gabrielle de Cholet, administrateur de Pacouda]. Il est, par conséquent [non], de la parenté de M. Henri Jahan cité tomes I et II [directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas], et de Albert Jahan, ingénieur de l'École centrale de Paris (promotion 1914), marié à Lucienne de Boisdeffre, et secrétaire général de la Société des chaux, ciments et matériaux de construction au Maroc [mais point parent des précédents]. La famille Jahan a une alliance avec la famille de Vaublanc. Toutes ces personnes sont très catholiques.

¹⁷ Ils appartiennent à la famille Levesque, dont il fut parlé tomes I et II. Ils sont parents de Louis de Clerville ci-dessus nommé. Une branche de la famille Levesque porte le nom de Levesque du Rostu. Plusieurs membres de la famille sont dans l'armée et l'un d'eux fut attaché militaire à une grande ambassade avant la guerre mondiale. Renée Levesque, fille de Roger (château à Saint-Liguair, Deux-Sèvres), a épousé un Pierre Monnier, fils de Louis Monnier et de sa femme, née Claude Lafontaine château à Argenton (Deux-Sèvres). M. M^{me} Pierre Monnier ont un château à Marigny-Marmande (Indre-et-Loire). Nous pensons qu'il y a une parenté entre ces Monnier et ceux associés avec les de Neufelize. Aux alliances familiales déjà citées des Levesque, ajoutons celle avec la famille Arnous-Rivière (de Nantes), baronifiée sous l'Empire. La famille Levesque, ainsi que toutes les familles auxquelles elle est alliée appartiennent à la féodalité agraire.

¹⁸ François de Ferry est marié à Madeleine Denis, son château est à Béruges (Vienne).

Julien ; Pierre Laroze ; James Leclerc ; Charles Michel-Côte¹⁹ ; Émile Moreau [BPPB] ; Maxime Renaudin ; Ernest Roume ; Joseph Simon du Perron ; Edgard Stern ; Charles Régismamet²⁰.

Un nouveau personnage apparaît dans notre palmarès financier comme administrateur de cette banque : M. André Labussière, ancien conseiller d'État.

Examinons maintenant quelques-uns de ces personnages sous le rapport de leur pénétration dans les affaires coloniales.

M. René Thion de la Chaume est administrateur de : Crédit foncier de l'Indochine ; Eaux et électricité de l'Indochine ; Caoutchoucs de l'Indochine ; Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan ; Tramways de l'Indochine ; Compagnie indochinoise d'électricité ; Charbonnages du Tonkin ; Société [277] minière et métallurgique de l'Indochine ; Distilleries de l'Indochine ; Ciments Portland de l'Indochine.

Cette simple énumération montre que la Banque de l'Indochine contrôle l'économie de la colonie et par suite la politique coloniale de cette région. C'est d'autant plus certain que les autres administrateurs de la Banque, tout en étant moins bien pourvus, le sont encore suffisamment pour assurer la domination entière de la Banque d'Indochine²¹.

M. Fernand Bernard administre le Crédit foncier de l'Indochine, les Caoutchoucs de l'Indochine, la Société d'oxygène et d'acétylène de l'Indochine ; la Société saïgonnaise de navigation et de transport ; la Société indochinoise des plantations Mimah [de Mimot]. Il est de plus [d'abord !] président de la Société des messageries fluviales de Cochinchine ; des Manufactures indochinoises de cigarettes ; des Plantations de Kantray [Pl. de Kantroy, abs. par les Pl. réunies de Mimot].

M. Pierre Guesde, un ancien résident supérieur en Indochine, siège au Crédit foncier de l'Indochine, aux Messageries fluviales de Cochinchine, à la Société saïgonnaise de navigation et de transport, aux Distilleries de l'Indochine, aux Manufactures indochinoises de cigarettes, aux Plantations Kantray [Kantroy ou Kantroi], aux Plantations Mimah [de Mimot] et d'autres encore.

Dans le conseil de cette banque, on a vu nombre de personnalités qui siègent dans des conseils de très importantes sociétés bancaires de la métropole : Comptoir national d'escompte, Crédit lyonnais, Crédit industriel et commercial, Crédit foncier [279] de France, Banque de Paris et des Pays-Bas, Société générale. Ce sont ces organismes financiers qui sont les maîtres réels de la Banque de l'Indochine.

C'est par des êtres humains que ces organismes agissent et par suite ce sont ceux-là qui intéressent, car ils sont les moteurs mêmes de la machinerie bancaire, Et, à ce point de vue, analysant les banques représentées dans le conseil d'administration de la Banque d'Indochine, on est ramené à ce que nous avons appelé la Haute Banque, c'est-

¹⁹ [81] M. Charles Michel, devenu Michel-Côte, ancien explorateur, siège en divers conseils d'affaires coloniales, notamment à la Banque de l'Indochine où il a remplacé feu Maxime Getten (fidéi-commis des Rothschild).

²⁰ Il siège dans le conseil de la Compagnie des phosphates de l'Océanie*, une société au capital de 37.600.000 francs et il a pour collègues M. Georges Hersent, qui est président ; M. Léon Bertrand, vice-président et parent de son collègue Robert Galoppe ; M. Philippe Crozier, M. Marcel Marceron ; M. Gaston Bouffé, tous déjà cités ; puis M. Georges Johnston ayant le château de Dauzac qui fournit du vin rouge renommé, cinquième cru de Margaux (Gironde). La famille Johnston, capitaliste bordelaise, est alliée aux de Luze, aux de Bethmann, aux Raoul-Duval, familles protestantes déjà citées. Georges Johnston est marié à Valentine Guestier d'une famille capitaliste de la Gironde ayant des châteaux. Dans cette Compagnie des phosphates de l'Océanie, il y a deux administrateurs anglais Bernard Thomas Balding qui est aussi administrateur de Anglo-French Phosphate Company ; et Alfred James Ring qui est président-délégué de cette dernière société.

²¹ Nous avons vu par ailleurs que M. René Thion de la Chaume siège en d'autres conseils d'administration. Il est, en outre, à la Compagnie des tramways et d'éclairage électrique de Changhaï et à la Manufacture française de tapis et de couvertures.

à-dire aux familles Rothschild, Mirabeau, Mallet, Neuflyze, Stern, Lazard frères²², à la finance catholique et quelques autres seigneurs de [280] moindre envergure. Ils agissent non directement, mais par personnes interposées et aussi par organismes bancaires interposés.

Pour être complet, à propos de l'activité de la Banque de l'Indochine, il nous faut parler de son directeur, M. Paul Baudouin. Nous parlâmes déjà de ce très haut employé de cette banque, jeune encore, car il n'a pas quarante-cinq ans [Né en 1894, selon WE 1964]. Il joue un rôle important dans la politique²³ et l'économie françaises ; mais quelle que soit l'importance de ce rôle, il ne faut pas oublier qu'il n'est Pas un des maîtres, mais seulement un agent d'exécution de la volonté des maîtres réels, des grands banquiers

Donc, M. Paul Baudouin, employé des oligarques financiers, est président de la Société française d'entreprises, de dragages et de travaux publics (voir page 192), qui joue un rôle considérable en Indochine.

[281] Il appartient, d'autre part, à deux sociétés exploitant en Afrique, ainsi que nous l'avons vu, puis à la Compagnie des eaux et d'électricité de l'Indochine, à la Société indochinoise d'électricité, à la Compagnie française de tramways et d'éclairage électrique de Changhaï.

Le secrétaire général de la Banque est le marquis François de Flers, ancien inspecteur

²² La maison de banque Lazard frères*, les familles Lazard et David-Weill occupent une trop grande place dans le monde financier français et international, dans le groupe des maîtres de la France pour que nous ne complétions pas ici ce que nous en avons dit dans notre tome 1. Les renseignements ci-dessous sont d'ailleurs peu connus.

En 1847, Alexandre Lazard, 25 ans, quittait son village natal de Frauenberg près Sarreguemines (Lorraine) pour aller à la Nouvelle-Orléans (États-Unis). Il appela près de lui ses frères Lazare et Simon et, en juillet 1848, créa avec eux, sous la raison sociale « Lazard frères », une société pour le commerce des marchandises au capital de 24 000 piastres. De la Nouvelle-Orléans, ils émigrèrent à San-Francisco où vint les rejoindre leur frère cadet, Élie. En 1858, les affaires s'étant développées, ils fondèrent à Paris sous la même raison sociale, Lazard frères, une maison de commission et d'exportation. C'était une société en nom collectif et le capital était de 1.063.000 francs.

Entre temps Alexandre, Simon et Élie Lazard s'adjoignirent comme associés leur beau-frère Alexandre Weill et leur frère d'un second lit M. David Cahn. Ces deux derniers étaient plus particulièrement chargés de la succursale de San-Francisco.

Une maison de commission fait des avances de fonds à sa clientèle, c'est-à-dire qu'elle fait de la banque avec garantie de marchandises. La banque fait des avances de fonds des ouvertures de crédit, sans s'occuper de marchandises. Cette similitude d'opérations financières entre les maisons de banque et les maisons de commission explique le fait, si fréquent, de la transformation en banques de maisons de commissions, de négociants importateurs et exportateurs au cours du XIX^e siècle.

Et cela explique que les cinq associés Lazard-Weill-Cahn transformèrent leur affaire en une maison de banque à Paris au capital de douze millions. C'était en juillet 1876. La raison sociale devint alors Lazard frères et C^{ie}.

En 1877, une filiale Lazard Brothers and Co. était créée à Londres, puis une autre à New-York car la maison Lazard frères de San-Francisco avait fusionné avec la London, Paris and American Bank de cette ville.

Depuis cette époque, la Banque Lazard frères et C^{ie} créa des filiales à Anvers, à Bruxelles, à Madrid, à Mayence. Aux fondateurs succédèrent leurs descendants : Michel Lazard, André Lazard, Christian Lazard, David-Weill, Thibault Cahn. Et maintenant le nom de Cahn a disparu, il ne reste que des Thibault (voir tome 1, pages 264-266).

²³ M. Paul Baudouin était un des deux experts choisis par Vincent Auriol, le ministre du Front populaire, pour conseiller dans ses actes financiers. Il y a, en ce fait, une plaisante ironie et une preuve de l'ignorance et de la sottise des politiciens dirigeants. M. Paul Baudouin démissionna en même temps que M. Charles Rist et d'une façon très retentissante [Cf. Meuleau, *PEO*, p. 418].

des finances, dont il fut parlé dans les tomes I et II²⁴.

Le sous-directeur est M. E[vrard] de Dreux-Brézé²⁵.

La Banque de l'Indochine a donc un rayon d'activité considérable, aussi bien pour ce qui est de l'étendue de son aire que de la nature des entreprises qu'elle contrôle. Et de là dérive la grande puissance politique des familles de financiers qui gèrent cette banque par personnes et organismes interposés. Leur puissance s'accroît par ailleurs, [282] du fait que ces grands banquiers sont encore représentés par d'autres personnages dans maintes entreprises coloniales.

Quelques exemples à l'appui.

Le Crédit mobilier indochinois

Au Crédit mobilier indochinois, filiale du Crédit foncier de l'Indochine, nous voyons le président, M. Louis Agabriel, qui est délégué général de l'Union industrielle de crédit pour la reconstitution, véritable consortium des établissements de crédit (voir tome I) ; l'administrateur délégué est M. Robert Boudon, parent de M. René Boudon, déjà nommé ; M. Paul-Henri Bernard, déjà cité, le baron Robert Goury du Roslan, vu déjà, ainsi que M. Guillaume de Tarde. Ajoutons que la Banque Lazard frères est chargée du service financier de ce Crédit mobilier indochinois.

Le Crédit foncier de l'Indochine*

La Compagnie française de tramways et d'éclairage électrique de Changhaï.

Au Crédit foncier de l'Indochine (capital 110 millions), à côté de René Thion de la Chaume, il y a MM. Emmanuel Rousseau [Crédit foncier de France], Fernand Bernard [démissionnaire en 1937], Edmond Giscard d'Estaing, Pierre Guesde, Joseph Vigne [LUCIA], déjà cités, ainsi que le directeur général, Robert Goury du Roslan.

À la Compagnie française de tramways et d'éclairage électrique de Changhaï se trouvent Joseph Courcelle, Paul Baudouin et René Thion de la Chaume, Alexandre Bungener, André Bougenot, André Luquet (représentant les Mallet)[non :président du Crédit mobilier français (1921-1932), puis vice-président de l'Union parisienne], Pierre [283] Mirabaud, tous déjà rencontrés. Cette compagnie a un administrateur belge qui représente la Société générale de Belgique.

La Compagnie des eaux et d'électricité de l'Indochine.

La Compagnie française de tramways de l'Indochine.

[283] À la Compagnie des eaux et d'électricité de l'Indochine, nous rencontrons

²⁴ Nous complétons ici ce que nous écrivîmes sur cette famille apparentée aux du Buit, aux [Auboyneau](#). Le nom entier de cette famille est de La Motte-Ango. Le marquis François de Flers a épousé Yvonne Mahot de la Querantonais, d'une famille dont il fut parlé.

Le comte Marcel de Flers, ingénieur de l'École centrale, promotion de 1912, probablement le frère du marquis [Non. Plutôt de Robert, frère de François], était en 1936, administrateur-délégué des Ateliers de construction métallique de Jambes-Namur (Belgique) et il avait ses bureaux, 2, rue du Luxembourg à Bruxelles. Ce comte est marié à Isabelle de Ploec, descendante du marquis de Ploec, sous-gouverneur de la Banque de France pendant la Commune de Paris (1871). (Voir tome II.)

²⁵ Il appartient à une famille de vieille noblesse, dont la plus grande partie des alliances matrimoniales contemporaines sont avec d'autres familles de vieille noblesse. Cependant le comte de Dreux-Brézé, fils du marquis, a épousé Françoise Firino (voir tomes I et II). Il y eut, sous le premier Empire, un général comte Firino, mort en 1816 et un payeur général mort en 1868. [Les Firino sont copropriétaires du cognac Martell*](#). L'un d'eux, Roger Firino, fut député conservateur à la fin du siècle dernier. Ils sont apparentés aux Hély d'Oissel, aux Roederer, aux *des Monstiers-Mérinville*, etc. Toutes ces familles sont propriétaires de châteaux et très catholiques.

M. Maurice Allain*, déjà vu dans le tome I ²⁶, qui est président ; M. René Thion de la Chaume, Paul Baudouin, Fernand Dubosc²⁷, ayant un château à Nailloux, dans la Haute-Garonne. Dans le conseil de cette entreprise concédée se trouvent encore deux autres [284] personnages, qui siègent, en outre, à la Compagnie française des tramways de l'Indochine²⁸. On remarquera la communauté d'administrateurs entre ces entreprises concédées : Eaux, Électricité, Tramways.

La Société des caoutchoucs de l'Indochine.

La Société indochinoise des cultures tropicales.

Cette même communauté d'administrateurs, nous la retrouvons dans les deux sociétés ci-dessus nommées. En effet, quatre administrateurs de la Société des caoutchoucs siègent dans la Société indochinoise des cultures tropicales. Ce sont M. René Bouvier [SFFC], déjà vu ; M. Henri Fauconnier, qui habite en Tunisie, et MM. Raymond Bergougnan et Jean Limouzin, tous deux membres du conseil des Établissements Bergougnan (pneumatiques, etc.), grands consommateurs de caoutchoucs dont nous parlerons dans le tome IV.

Les autres administrateurs de la Société des caoutchoucs, dont le capital est de 28 millions, sont nos vieilles connaissances coloniales Fernand Bernard, René Thion de la Chaume ; Adrien Josse, qui représente là les Établissements Bergougnan, dont il est administrateur. À cette liste, viennent s'ajouter M. James Schwob d'Héricourt [suite à l'apport en 1934, par Optorg, de la Société de caoutchouc et de cultures en Indochine (plantation de Minh-Thanh)]²⁹, que l'on [285] retrouvera dans le tome IV ; M. Henri Balay, qui est commissaire à la Banque commerciale africaine et qui semble appartenir à une famille capitaliste de la Loire et du Rhône où elle a des châteaux ; l'un de ses membres, habitant Lyon, est marié à une Descours (voir tome I).

D'anciennes connaissances sont retrouvées dans la Société indochinoise des cultures tropicales, en les personnes d'Edmond Giscard d'Estaing (président), d'Octave Homberg et de Jean Thierry. Mais s'ajoutant à ces noms, nous avons M. Carlo Toché [dir. SFFC en 1931], ancien capitaine à l'École supérieure de guerre, fils de défunt Charles Toché, peintre, assez connu au siècle dernier, dont la veuve possède le château de Gourgue-à-Cambes (Gironde).

²⁶ M. Maurice Allain, ayant un château à Cinq-Mars-la-Pile (Indre-et-Loire), était le chef de la maison Maurice Allain et fils, commissionnaires. La raison sociale de cette maison est maintenant P. et A. Allain.

Maurice Allain a donc deux fils, Pierre et André, qui siègent aussi dans des conseils d'administration. Ils sont tous deux administrateurs-délégués de la Société des sucreries brésiliennes dont le conseil est présidé par leur père [...].

Il résulte de là que cette société est sous le contrôle complet de la famille Allain. André Allain est du conseil des Usines chimiques des laboratoires français [UCLAF].

Quant à Maurice Allain, il est président de quatre entreprises : Compagnie des eaux et d'électricité de l'Indochine, Compagnie française des tramways de l'Indochine, Société indochinoise d'électricité et Sucreries brésiliennes. Il est, en outre, administrateur de la Société d'énergie électrique indochinoise.

²⁷ M. Fernand Dubosc siège aussi aux Tramways de l'Indochine. Il était parent [beau-père] de feu Maurice Manus qui avait épousé une Dubosc et qui fut, en 1935, administrateur-délégué de la Compagnie des eaux et d'électricité de l'Indochine et de la Société indochinoise d'électricité. Il siégeait aussi aux Sucreries brésiliennes et à la Compagnie française des tramways de l'Indochine. [Maurice Manus fut d'abord directeur, puis administrateur-directeur (1926) des Eaux et électricité de l'Indochine. Chevalier de la Légion d'honneur (1932). Mort dans un accident d'automobile à Hué le 24 janvier 1936.]

²⁸ Ces personnages sont Paul Dervieu [ép. Dlle Alvarez del Campo. Associé aux Maggiar dans les Monts-de-Piété égyptiens. Descendant probable d'Édouard Dervieu qui s'illustra dans les affaires égyptiennes au cours des années 1855-1875], administrateur-délégué de la Compagnie des tramways de l'Indochine, et Roger Baron, du cercle de l'Union artistique, ayant château à Tonny-Boutonne (Charente-Inférieure). Ces deux personnages appartiennent à des familles capitalistes catholiques.

²⁹ De la famille des Schwob d'Héricourt qui fut citée maintes fois, il a un château à Bazoches-en-Houlme (Orne) et hôtel à Paris, 6, place des États-Unis. Il est marié à une demoiselle Lang, d'une famille probablement d'origine juive qui a des alliances avec les Goüin, les Lazard, les Alphandéry et les Bungener.

La Compagnie française des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan.

Cette entreprise est tout entière entre les mains des oligarchies financières étudiées dans notre premier tome. Jugez-en : Georges Lemarquis (Société générale) ; M. Eugène Boyer (Crédit commercial) ; René Brouillet, qui est administrateur-délégué du secrétariat général et qui semble représenter les de Neuflyze [plus probablement le CIC, selon p. 81] ; Maurice Devies [BNCI](représentant du groupe Boudon) ; Joseph Naud, qui représente un groupe de l'oligarchie que nous n'avons pu déterminer avec certitude ; Jacques Fould³⁰, qui appartient à une famille de l'oligarchie capitaliste ; Édouard Dutey-Harispe³¹ (représentant le très catholique Crédit industriel et commercial) ; Pierre Getten, représentant les Juifs de Rothschild [+ Jean Parmentier, du CNEP, selon *Le Crapouillot*, « Les 200 familles », mars 1936, p. 21].

La Société française des charbonnages du Tonkin*

Cette société, au capital de 39.925.000 francs, est tout entière entre les mains de la finance catholique. Cinq de ses administrateurs, dont le président et les vice-présidents sont du Crédit industriel et commercial, qui est chargé du service financier. Ces cinq sont : M. Henri Thelier, Fernand Monvoisin [† janvier 1935], Joseph Deschamp, Christian et Henri de Monplanet³². Il y a d'autres administrateurs, des employés, sauf M. Robert Thoumyre*, sénateur conservateur de la Seine-Inférieure. Sa famille a des propriétés dans ce département. Il est aussi administrateur de la Société des ciments Portland artificiels de l'Indochine, où il a comme collègues deux autres administrateurs des Charbonnages du Tonkin, dont M. René Thion de la Chaume.

La Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine.

La situation de cette compagnie est autre que celle de la société précédente. Elle est, en effet, une participation de capitalistes belges et de capi- [287] talistes français. Comme coparticipants, il y a notamment les Mirabaud et les Rothschild (par l'entremise de la Société minerais et métaux, qui a quatre représentants dans le conseil³³). La Société des établissements Kuhlmann se trouve aussi représentée par MM. Frédéric Ledoux, Francis Lecœuvre [repr. plutôt La Vieille Montagne] et Louis Hauzeur. Enfin le conseil comprend M. Jean Le Bret, déjà cité, que nous reverrons dans les Mines (tome IV), qui est l'administrateur-délégué des Brasseries, glaciers de l'Indochine, où il siège avec René Gaston-Dreyfus, et M. René Thion de la Chaume.

³⁰ Cité dans le tome I, pages 136 et 141, Jacques est le frère d'Achille Fould, député actuel des Hautes-Pyrénées, marié à Marcelle de Lastours. Il est le [petit-]fils d'Achille, qui fut député au siècle dernier, qui avait épousé une Heine ; il est l' [arrière-]petit-fils d'Achille Fould, ministre de Napoléon III qui était le fils d'un banquier juif. Ce ministre, mort en 1867, se maria avec une protestante [Henriette Goldschmidt] et la branche Achille Fould devint protestante.

³¹ Édouard Dutey-Harispe : voir www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Qui_etes-vous-1924-IC.pdf

³² Le patronyme des « de Monplanet » est Guillemin. Christian et Henri sont frères, fils de [J.-B.] Albert Guillemin de Monplanet, inspecteur général des finances, vice-président de la Providence [assurances](voir tome II). Le père de J.-B. Albert portait le nom très roturier de Sylvain Guillemin [CG Montmorillon 1838-1848].

³³ Ce sont M. Frédéric Ledoux, déjà vu, président de la Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine, il est employé de Peñarroya (voir tome IV), entreprise contrôlée par les Rothschild ; M. Francis Lecœuvre, administrateur de la Compagnie asturienne des mines, etc. (voir tome IV)[jamais paru] ; Louis Hauzeur, un Belge, directeur général de la Compagnie asturienne des mines ; M. Gaston de Singay (voir tomes I et II) qui habite Bruxelles et Angleur, près de Liège. Nous complétons ce que nous dûmes de cette famille capitaliste. Cette famille est d'origine vendéenne, mais le grand-père de Gaston était ingénieur de l'École polytechnique belge. C'est la Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, qui fut l'origine de leur fortune au milieu du XIX^e siècle. La fille de Gaston de Singay est veuve du baron Josse Allard, capitaliste belge important.

Le groupe de Rivaud en Indochine.

Nous avons vu à la Société financière des caoutchoucs qu'un autre groupe financier, celui de la famille de Rivaud et de capitalistes belges, s'était introduit en Indochine, en face de la Banque de l'Indochine dont nous venons de voir la puissance dans la colonie.

Ce groupe de Rivaud et des Belges contrôle la Compagnie de caoutchoucs de Padang ; la Compagnie du Cambodge (cultures), où il y a une participation de la famille de Gunzburg représentée par M. Henri Bousquet, déjà vu ; les Plantations des terres rouges. Le gendre du comte Olivier de Rivaud, le comte Jean de Beaumont, siège dans certaines de ces sociétés. Dans toutes, on trouve M. Robert Hallet, capitaliste belge. Rappelons que ce groupe a réussi en 1936 à faire élire député le comte Jean de Beaumont, qui a ainsi battu le candidat de la Banque de l'Indochine, M. Omer Sarraut. En passant, notons que le groupe de Rivaud contrôle trois entreprises africaines : l'Union tropicale de plantations, la Compagnie minière de M'Zaïta (phosphates), la Compagnie générale de l'Équateur (cultures).

Le groupe de Solages-de Vienne en Indochine.

Un autre groupe financier a, en 1920, commencé à pénétrer en Indochine, par le moyen de la Société d'études et d'exploitations minières de l'Indochine. Son capital est de 16 millions. Le président de son conseil et administrateur-délégué est le lieutenant-colonel Henri de Vienne (Voir tomes I et II, pages 130-131). Son conseil, intéressant à analyser, est composé de Maurice Bartholoni [dir. Assurances Nationale-Vie], que l'on ne trouve dans aucun autre conseil, mais qui appartient à une vieille famille financière³⁴ ; son gendre, le vicomte Paul de Courtivron³⁵, parent [très éloigné] du marquis [Georges] Créqui de Montfort de Courtivron, administrateur de l'Union parisienne (voir tome I, page 110) ; Pierre Brame³⁶, apparenté par sa femme, Louise Gastaldi, d'une famille parisienne notariale [erreur], aux Bartholoni [veuve de René Bartholoni] ; et, d'autre part, allié aux Gay, car son parent [son demi-frère], Edgard [en fait : Édouard], a épousé [en

³⁴ Une Jeanne Bartholoni fut la femme de David Paccard. En 1845, sa fille Jeanne épousa Michel Mirabaud, ceci pour compléter ce qui fut dit dans notre tome I, page 240.

En 1852, un Bartholoni était au Chemin de fer de Lyon-Genève. En 1891, Fernand Bartholoni siégeait au conseil du Paris-Orléans. Maurice Bartholoni a épousé Jeanne-Marie de Balincourt, dont il a eu une fille, Marthe, qui est la femme du vicomte Paul de Courtivron. Par sa femme, il est apparenté à la famille de Balincourt qui a plusieurs des siens officiers, qui est propriétaire de châteaux dans le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône, les Basses-Pyrénées. Le vicomte Henri de Balincourt [père de Jeanne-Marie] a épousé Geneviève de Perthuis de Laillevault, dont le père, le comte Guy de Perthuis de Laillevault, a été signalé précédemment comme administrateur des Port, quais et entrepôts de Beyrouth [erreur : cette Geneviève (1880-1964) est la fille de Lucien de Perthuis de Laillevault (1841-1909), président de la Société d'assurance mutuelle de la Ville de Paris, administrateur de Saint-Gobain. Elle est à disintguer de son homonyme (1883-1957), fille de Gaston de Perthuis de Laillevault (1854-1926), du Chemin de fer Beyrouth-Damas, du Port, des quais et entrepôts de Beyrouth, etc., fils d'Edmond de Perthuis de Laillevault (1822-1904), fondateur de ces affaires. Voir généalogie des Bartholoni en tête du pdf sur la Société d'études et d'explorations minières de l'Indochine (SEEMI)].

³⁵ Paul de Créqui de Montfort de Courtivron (1875-1940) : cousin de Marguerite de Courtivron (1900-1996) mariée à Hubert de Compiègne (1890-1978), administrateur de la Franco-Wyoming Oil et du Rosario-Puerto-Belgrano, lui-même beau-frère de René Recopé de Tilly-Blaru, administrateur des infortunées Mines d'or de Bao-Lac, au Tonkin (1926-1938), etc. (A.L.)

³⁶ Pierre Brame descend d'un député conservateur bonapartiste des années 1880. En 1886, un Brame siégeait aux Forges de Châtillon-Commentry. Pierre Brame a un château à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

1927] Suzanne Gay³⁷ ; M. Hervé de Pommereau, dont le père, Joseph de Pommereau, est du Jockey-Club, d'une famille alliée à des grands propriétaires fonciers ; M. Ferdinand Dufaure, dont il fut parlé page 29 du tome II ; le marquis Thibaut de Solages, dont il sera parlé, ainsi que des siens, dans le tome IV à propos des mines.

La simple lecture des noms précédents montre que la Société d'études et d'exploitations minières de l'Indochine est entre les mains d'un groupe métropolitain, qui, tout en étant catholique, est composé surtout d'industriels métallurgistes et miniers : les Reille, de Solages-de Vienne.

Les Messageries fluviales de Cochinchine.

[290 n] Nous signalerons toutefois encore les Messageries fluviales de Cochinchine dont l'administrateur délégué est Gaston Rueff, le parent de Jacques Rueff [erreur](voir tome 11) et dont un autre administrateur est M. Édouard Pfeiffer³⁸, nommé dans le tome II. Il y a une M^{me} Lazard, née Camille Rueff, et une M^{me} Jacques Lévy-Rueff qui, en décembre 1936, a été nommée liquidateur de la Banque Thalmann (voir tome 1).

Société de chalandage et de remorquage de l'Indochine

[290 n] Une autre Compagnie qui, comme la précédente, est une bonne affaire, est la Société de chalandage et de remorquage de l'Indochine, entièrement entre les mains de la banque catholique, le Crédit industriel et commercial [en fait : de la SFFC]. Parmi les administrateurs, il y a M. Georges du Rostu³⁹ dont le patronyme est Levesque, d'une famille nantaise dont il fut parlé dans les tomes I et II et précédemment.

³⁷ Le seul problème est que nous ne savons rien des origines de Suzanne Gay, sauf qu'elle n'était pas une proche de Joseph Gay (l'inspecteur des finances président du CIC et vice-président de la Banque de l'Indochine) ni de son fils Amédée Son mari, Édouard Brame, était issu du second mariage de Paul Brame avec Marie Marguerite de Ronseray alors que Pierre Brame était issu du premier mariage de Paul avec une Dlle Évain (contrairement à ce que prétend un site d'amateurs fertile en erreurs). Le couple a eu quatre enfants : Yvonne (1928), Paul (1929), Marie-Thérèse, Catherine. Domicile : 2, pl. Adolphe-Chérioux, Paris (XV^e)(*Bottin mondain*, 1955)

³⁸ Édouard Pfeiffer était entré fin 1931 au conseil des Manufactures indochinoises de cigarettes. Il en disparut définitivement pendant la guerre alors qu'il réintégra les Messageries.

S'agit-il du même Édouard Pfeiffer qui représenta à partir de 1932 le gouvernement général au conseil de la Société indochinoise d'électricité ?

Et quel rapport avec le Édouard Pfeiffer (1890-1965), fils d'Albert Pfeiffer (1845-1925), expert comptable, et de Pauline Ochs (1856-1936), publiciste radical célèbre dans l'entre-deux-guerres, homosexuel notoire, chevalier (1929), puis officier (1934) de la Légion d'honneur, qui séjourna un mois en Indochine (*Le Nouvelliste d'Indochine*, 11 décembre 1938) ?

³⁹ Georges Levesque du Rostu : docteur en droit, attaché au Crédit industriel et commercial, puis, à partir du début des années 1920, à la SFFC : commissaire aux comptes du Crédit foncier de l'Indochine et des Phosphates du Tonkin, administrateur des Tramways du Tonkin (oct. 1934-février 1935), scrutateur lors de diverses assemblées générales de filiales. Marié à Emma Margueritte. Trois enfants : Philippe (mpf), Bernard (marié à Marie Lenté) et Claude (mariée à François Lenté, frère de la précédente et fils d'une Laveissière, de la famille des négociants en métaux). François Lenté sera pdg de J. Laveissière fils, d'Escaut-et-Meuse, des Acéries de Paris-Outreau, administrateur de Vallourec, etc. (A.L.)